

Déclaration de LAB à l'occasion de l'Aberri Eguna de 2022

**FAISONS-LE EN EUSKAL HERRIA**  
**SOUVERAINETE, PAIX, TRANSFORMATION**

**L'offre du système : impérialisme, guerre et crise**

Aberri Eguna est un moment de célébration et de revendication pour les citoyen.ne.s basques. Il nous permet aussi à nous, acteurs et actrices basques, de prendre du recul pour voir dans quelle direction nous allons et faire notre analyse. Relever la tête de nos tracas du quotidien et agir comme un peuple. Maintenir des intérêts et des initiatives particuliers, mais partager des priorités collectives et nationales. Pour explorer le futur, il est indispensable de regarder d'où nous venons. Car nous pouvons être tenté.e.s de l'explorer et de définir les enjeux uniquement en fonction des facteurs directs causés par le contexte économique et politique mondial provoqué par l'invasion de l'Ukraine. Et cela peut nous donner une vision erronée du modèle qu'y nous est imposé à, nous, les citoyen.ne.s basques.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, le modèle actuel n'a engendré que des crises. Ce n'est pas le présent et le modèle que nous avons choisi démocratiquement, mais un modèle économique et hétéropatriarcal mis en place contre notre volonté et contre la majorité. Un modèle qui est en crise perpétuel, mais qui s'enfonce dans ses caractéristiques les plus cruels et les plus injustes d'une crise à l'autre.

La crise financière de 2008 n'a été qu'un prétexte pour revoir nos droits et nos revenus à la baisse, imposer des réformes du travail et des retraites, réduire des services publics déjà peu développés, impulser des politiques de privatisation. Avec cela, le manque de reconnaissance et de réorganisation des métiers du soins ouvre largement la voie à la précarisation de la vie. Le sauvetage des entreprises et de la grande banque s'est fait grâce à l'argent du peuple.

La pandémie de 2020 est arrivée ensuite, s'est étendue dans le monde et le système globaliste, et avec elle une nouvelle crise économique. Une nouvelle crise, mais pas de nouvelle solution, excepté le transfert d'argent public aux grandes entreprises à travers des fonds européens. Et que dire des conséquences de cette dernière crise : expansion de la précarisation, augmentation des prix notamment celui de l'énergie et répercussions sur prix des autres matières premières, sur fonctionnement des industries et sur le quotidien des personnes ; mise en péril de nombreux emplois dû à la pénurie d'éléments semi-conducteurs et de matières premières essentielles à la chaîne industrielle mondiale. Nous en étions là, quand en 2022 le capitalisme a régénéré une nouvelle crise sous la forme de guerre impérialiste. Conflit entre le capital et la vie, en temps réel.

Les limites biophysiques de la planète sont atteintes, l'exploitation et la marginalisation des personnes les plus humbles avancent à grande vitesse. Cet affrontement entre les puissances, qui s'est transformé en guerre, a pour objectif le contrôle hégémonique des sources d'énergie et des matières premières. Nous étions très sceptiques à l'idée que le capital et les Etats arrivent à des accords qui répondent aux besoins des citoyen.ne.s en terme d'urgence climatique, de transition rapide et profonde. Evidemment, ils se soumettent à l'esprit destructeur du capitalisme, à la guerre, au militarisme et au fascisme dans le monde entier. Les États espagnol

et français, dans les crises politiques qui se prolongent depuis des décennies, subissent la progression de l'extrême droite et la propagation de leurs idées dans les débats politiques et dans les politiques publiques.

### **Faisons en Euskal Herria, ce qui n'est pas possible à Madrid et Paris : souveraineté et autodétermination, paix et transformation**

Euskal Herria n'est pas à l'abri de ces risques. Les risques de guerre, de blocages des chaînes de distribution, de l'expansion des idées de l'extrême droite, de l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières ou encore de crises sociales sont généralisées. Dans un sens ou dans un autre, les choix des États français et espagnol se heurtent à nos désirs, contre le plus grand nombre et contre nos décisions. Lorsque par référendum, nous avons catégoriquement refusé de participer à la l'organisation impérialiste de l'OTAN, notre choix n'a pas été pris en compte. Et il n'a pas non plus été pris en compte quand la majorité politique et sociale d'Euskal Herria a rejeté la réforme du travail. Dans ces États, il est de plus en plus évident qu'il est impossible d'exercer le droit à décider des peuples et de mettre en place des lois et des politiques en faveur des citoyen.ne.s et des travailleurs.euses. Le dernier exemple en date : la négation du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui par le gouvernement espagnol du PSOE, sous couvert de guerre, et la vente de ses droits et de son avenir au nom d'intérêts géopolitiques.

Il n'est pas facile de bouger dans ce scénario d'intérêts croisés. Et il n'est pas possible d'avoir raison à 100% ou de donner la bonne réponse à toutes les questions. Mais nous avons des principes forts et les affirmons en toute générosité et engagement, nous souhaitons aux autres ce que nous voulons pour nous-même : souveraineté, paix et transformation.

- Nous voulons avoir droit à la souveraineté, et, par le droit à l'autodétermination, de décider de notre avenir. Nous voulons ce droit pour le Peuple Basque et, bien sûr, pour tous les autres peuples du monde. Nous devons étendre ce droit de décider librement à tous les secteurs. Nous voulons prendre en main et choisir notre système éducatif pour tout Euskal Herria, pouvoir décider du modèle économique que nous voulons, pouvoir décider comment et quand nous voulons organiser la transition énergétique, et comme pour les réfugié.e.s ukrainien.ne.s, nous voulons pouvoir accueillir les réfugié.e.s africain.e.s ou américain.e.s,... Dans notre pays, il n'y a pas de décisions que nous ne voulons pas prendre librement, qu'elles soient difficiles ou non. Les décisions prises à Madrid et Paris vont à l'encontre de nos droits et sont erronées, restrictives, ségrégatrices. Nous sommes convaincu.e.s qu'il peut exister d'autres majorités en Euskal Herria qui donneront une réponse différente aux défis à relever aujourd'hui. En Euskal Herria, pour lutter contre le capital, la meilleure solution est la souveraineté populaire.
- Nous voulons la paix. Par la voie du dialogue, de la diplomatie, nous voulons l'éradication de toute violence et oppression en se basant sur la justice sociale. Nous avons face à nous ceux qui ont refusé la voie du dialogue quand nous avons voulu mettre un terme à la confrontation armée de notre conflit politique. Ce sont encore ces États qui répandent l'appel à la guerre en ce moment. En Euskal Herria, nous avons avancé unilatéralement dans ce sens et avec l'appui du peuple. Ce n'est toujours pas facile, car les Etats continuent d'empêcher et de bloquer la situation, la libération des prisonnier.e.s et le retour des exilé.e.s. Nous avons appris que la paix se fait par la paix et en avançant vers elle. Nous

revendiquons la paix des peuples face à la guerre impérialiste, sans intervention extérieure. Au Sahara, en Palestine, en Ukraine, au Yémen, au Mali, ... et partout dans le monde.

- Nous revendiquons la voie de la transformation, du changement, afin de surmonter le système d'exploitation et de crise permanente. En Euskal Herria, les conséquences de ces crises ont accentué le conflit entre la vie et le capital. Les décisions injustes et antidémocratiques envers les travailleurs.euses basques entraînent précarité et pauvreté. Au-delà de cette logique, un nouveau modèle qui place la vie au centre, qui aura pour base la transition éco-socialiste et féministe est réellement nécessaire. Et il s'agit pour nous, acteurs et actrices basques, de continuer à avancer dans le sens de la création d'une République Basque qui placera la vie au centre. L'indépendantisme doit être pratique, utile et honnête. Le peuple travailleur paiera la facture de la confrontation impérialiste si nous ne sommes pas capables de proposer un autre projet qui soit souverainiste, indépendantiste de gauche.

LAB place son activité au service de ces engagements. En plus d'apporter sa contribution au Vivre Ensemble Démocratique, nous voulons mettre en pratique notre stratégie transformatrice et indépendantiste, ce qui est impossible dans ces Etats. Rendons-le possible en Euskal Herria, en faisant des propositions pour la constitution de Relations au Travail et d'une Protection Sociale, en agissant en faveur d'un Code du Travail du Pays Basque et d'une Loi Sécurité Sociale propre, autrement dit, pour un emploi digne dans tous les secteurs.

LAB veut développer un syndicalisme qui tient compte de tou.te.s les travailleurs.euses, ce qui implique nécessairement de développer un syndicalisme féministe et anti-raciste. Travail, soin et bien-commun, misons sur cette triple répartition : en partageant et en reconnaissant dignement le travail et le soin porte aux autres, en impulsant la redistribution de la richesse. La lutte pour les conditions de travail et de vie deviendra le moteur de la souveraineté, à la faveur d'une pédagogie indépendantiste.

Rendons-le possible en Euskal Herria, avec des personnes libres, pour une société juste.

Pour finir, nous appelons les membres de LAB à participer, dans le cadre d'Aberri Eguna, aux événements organisés par EUSKAL HERRIA BATERA, ainsi qu'aux manifestations organisées par EH Bildu et EH Bai.

Euskal Herria, 13 d'avril de 2022